

Irak: un passé toujours présent

La paix et la stabilité sont aujourd'hui des priorités majeures en Irak. Mais pour porter leurs fruits, les engagements dans ce sens doivent tenir compte des interactions complexes entre trois tableaux: les clivages opposant chiïtes et sunnites, les dynamiques tribales ainsi que les influences régionales et internationales. Ces rapports se jouent aussi bien à l'échelle étatique que non étatique.

Par Mae Anna Chokr

Depuis l'invasion de l'Irak par la coalition menée par les États-Unis en 2003 et la chute du régime de Saddam Hussein, l'État central irakien s'est considérablement affaibli et fragmenté. Il est marqué par une forte corruption, des mécanismes dysfonctionnels de surveillance et une responsabilisation politique et judiciaire limitée. Des acteurs non étatiques ont profité du vide de pouvoir laissé par l'État central et se sont alignés sur différents acteurs régionaux – notamment l'Iran, l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie. Malgré ses grandes lignes de fracture confessionnelles, l'Irak possède une histoire riche et diversifiée. Selon la *World Population Review 2021*, la population de l'Irak se compose aujourd'hui d'environ 75 pour cent d'Arabes, 17 pour cent de Kurdes et 8 pour cent d'autres minorités. Alors que la Constitution garantit la liberté des croyances religieuses, l'islam est la religion officielle de l'Irak. Ses fidèles se répartissent entre chiïtes (65 pour cent) et sunnites (35 pour cent).

Avec une population majoritairement chiïte, l'Iran voisin exerce une influence notable sur l'Irak. La présence de groupes armés d'affiliation religieuse opérant au cœur de la vie politique irakienne, notamment des réseaux tels que les Unités de mobilisation populaire (*Popular Mobilization Units*, (PMU)), a récemment focalisé l'attention.



Des chefs tribaux participent à une réunion sur les tensions dans les villes ethniquement et religieusement mixtes du nord de l'Irak. *Damir Sagolj / Reuters*

Les PMU sont un rassemblement de différents groupes armés. Des combattants chiïtes forment la plupart des brigades PMU, dont certaines sont alignées sur les intérêts iraniens et ont pénétré les institutions gouvernementales irakiennes. Pour maintenir le *statu quo* politique, des acteurs iraniens alliés en Irak tels que les PMU peuvent, par exemple influencer les élec-

tions législatives irakiennes, notamment celles prévues en octobre 2021. Cette situation a renforcé le clivage confessionnel entre chiïtes et sunnites et fragilisé encore l'indépendance et les capacités institutionnelles de l'État central irakien, tout en minant les efforts déployés pour résoudre les conflits. Si les PMU ont pu agir ainsi et imposer leur influence en Irak, c'est parce

Consolidation de la paix locale

Une approche à la consolidation de la paix dans des contextes tels que l'Irak consiste à soutenir les acteurs locaux qui peuvent travailler au-delà des différents clivages. La multiplicité des intérêts et des alliances qui se chevauchent – par exemple, les alliances religieuses, tribales et régionales – peut offrir des possibilités de collaboration dans des conflits inextricables. Les acteurs locaux qui exploitent ces possibilités peuvent contribuer à gérer les conflits et à minimiser la polarisation sociale. Cependant, pour être durable, un lien avec le niveau national est souvent nécessaire.

qu'elles étaient considérées comme des acteurs clés de la lutte anti-insurrectionnelle pendant la guerre contre le groupe «État islamique» (EI), qui diffuse un discours extrémiste sunnite et opère au-delà des frontières nationales irakiennes. Dans le même temps, les affiliations tribales conservent du poids en Irak et peuvent même transcender le clivage entre chiïtes et sunnites.

Au niveau international, différents acteurs ont des enjeux variés dans la région. Les E3+3 (France, Allemagne, Royaume-Uni, Chine, Russie et États-Unis), par exemple, s'emploient toujours à contenir la menace nucléaire iranienne en tentant de rétablir l'accord sur le nucléaire iranien, connu sous le nom de Plan d'action global commun (PAGC), que les États-Unis ont quitté unilatéralement en 2018 pendant la présidence de Donald Trump. Si beaucoup considèrent que la question nucléaire devrait être mise en lien avec l'engagement iranien, Téhéran rejette catégoriquement ces efforts. L'Iran

Tout effort visant à favoriser la paix et la stabilité dans l'Irak d'aujourd'hui doit tenir compte de la longue histoire qui continue de marquer le pays.

maintient donc son influence sur la région par l'intermédiaire de ses alliés en Irak, au Liban, au Yémen et en Syrie.

Alors que ces dynamiques ont mis à mal les initiatives de règlement des conflits, les efforts internationaux adoptant une approche de «localisation» pourraient renforcer la paix et la stabilité en Irak. L'une des composantes de cette approche consiste à établir des partenariats avec les autorités nationales. Cependant, tout effort visant à

favoriser la paix et la stabilité dans l'Irak d'aujourd'hui doit tenir compte de la longue histoire qui continue de marquer le pays. Trois dimensions semblent particulièrement importantes pour comprendre le passé et faire face au présent: le clivage confessionnel entre chiïtes et sunnites, les dynamiques tribales et l'influence d'acteurs régionaux et internationaux.

Une compréhension approfondie de ces trois dimensions peut aider les acteurs internationaux qui entretiennent des relations bilatérales formalisées avec l'Irak à faciliter des processus de dialogues durables entre les parties prenantes locales. Lors de l'étude des interactions entre ces dimensions, il est intéressant de se pencher plus particulièrement sur le rôle et les liens des acteurs suivants: le Premier ministre, les acteurs religieux, notamment l'autorité religieuse chiïte, les PMU, les réseaux tribaux et les acteurs régionaux/internationaux. Les relations entre ces entités se traduisent par des loyautés, des alliances, des capacités opérationnelles et une légitimité aux niveaux local, national et régional.

Les récits confessionnels

Les récits véhiculés par les différents acteurs reflètent leurs valeurs et leurs intérêts. Ils montrent leur interprétation des événements et leur permettent de développer leur discours politique. Les récits sont souvent utilisés pour légitimer les actions politiques, même s'ils ne les déterminent pas. En Irak, les récits confessionnels façonnent le clivage politique entre chiïtes et sunnites.

Les récits confessionnels sont souvent liés aux processus de formation des groupes. Lorsque des individus se rassemblent sur la

base d'affiliations et d'histoires religieuses communes, ils créent souvent un bloc cohérent ou un groupement confessionnel. Au sein de ces groupes, le chevauchement entre les aspects politiques, culturels et religieux est souvent favorisé par le langage religieux, les histoires et les symboles partagés. Dans la plupart des cas, il faut aussi un soutien institutionnel, d'une autorité religieuse par exemple, ou un leader charismatique porteur d'une certaine légitimité. La formation de ce type de groupes peut également être influencée par des pratiques et des processus de légitimation informels et locaux que l'on retrouve dans les codes coutumiers tribaux (voir encadré p. 3).

Les récits confessionnels peuvent susciter ou alimenter des conflits, surtout s'ils sont

politisés. Il semble que la politisation des identités confessionnelles ou des appartenances à des groupes contribue à perpétuer les conflits préexistants entre des acteurs locaux. Or, ces mêmes récits peuvent aussi favoriser la paix dans la mesure où ils peuvent être porteurs d'interprétations multiples et qu'ils ne façonnent pas de manière déterministe un comportement politique ou militaire spécifique. Les récits chiïtes et sunnites ont chacun leur généalogie historique et sont portés par diverses parties prenantes dont les intérêts se recoupent. Dans le même temps, il est important de garder à l'esprit que le prisme confessionnel n'est qu'une façon parmi d'autres d'envisager un conflit.

Clivages religieux

Les chiïtes croient que le successeur légitime du prophète Mahomet doit rester dans sa lignée directe, connue sous le nom d'*Ahl al-Bayt*. La plus grande branche chiïte adhère au dogme duodécimain, une école de pensée dont se revendique également la religion d'État de l'Iran. Le chiïsme duodécimain croit en l'existence de 12 imams dont le dernier, le Mahdi, apparaîtra «à la fin des temps».

La coalition des PMU est essentiellement composée par des groupes chiïtes qui requièrent le soutien d'une autorité religieuse institutionnelle appelée *marjaya*, actuellement dirigée par l'ayatollah Ali al-Sistani. La *marjaya* chiïte opère au niveau national et alimente le récit confessionnel en manifestant son soutien à des groupes armés tels que les PMU. Ces *fatwas* de défense se fondent sur la jurisprudence islamique pour tenter d'obtenir un appui national.

Au niveau de l'État, le Premier ministre est le principal détenteur du pouvoir au sein du gouvernement fédéral irakien. La Constitution de l'Irak interdit la création de milices en dehors des forces armées officielles de l'État. Moustafa al-Kazimi, l'actuel Premier ministre, a pris ses fonctions en 2020. Avant lui, Haïder al-Abadi avait publié en amont des élections législatives un décret visant à redéfinir le rôle des PMU par rapport à l'État. En juillet 2019, son successeur Adel Abdel-Mehdi a pris un décret officialisant l'intégration des PMU dans les forces de sécurité de l'État. Cette restructuration visait à transformer les PMU en une force d'intervention d'urgence fiable et facilement déployable. Dans ce contexte, les dirigeants des PMU proches de l'Iran ont maintenu leur loyauté à la fois envers Sistani et en partie, envers les structures militaires nationales.

Les PMU étant désormais une organisation approuvée par l'État, toute accusation de violation des droits humains porterait directement atteinte à l'intégrité du Premier ministre. Aujourd'hui, l'autorité du Premier ministre se trouve dans une situation fragile alors qu'il tente de consolider un État divisé, marqué par un manque de confiance dans les élites partisans couplé à des interférences religieuses et régionales. D'autre part, des groupes chiites politiquement actifs comme la «Peace Brigade» et le parti sadriste, dirigé par Moqtada al-Sadr, se présentent comme un bastion national des chiites arabes irakiens. En tant qu'autorité religieuse irakienne, la *marjaya* contribue à éviter la polarisation en appelant à un État national plus cohérent fondé sur la citoyenneté, ce qui séduit des partis tels que les sadristes.

Les sunnites constituent l'autre grand groupe confessionnel du pays. Le nom «sunnite» désigne les «gens de la tradition». Ce courant de l'islam met l'accent sur la *sunna*, qui fait référence aux pratiques du Prophète Mahomet à travers quatre écoles

Les récits peuvent aussi favoriser la paix.

de pensée islamiques. L'Irak est une société tribale à l'histoire complexe, où la politisation de l'islam s'est mêlée à la composition sociologique du pays au fil du temps. L'appartenance traditionnelle à une tribu joue un rôle important en Irak, tant pour les sunnites que pour les chiïtes. Dans ce pays, les tribus jouissent d'une certaine légitimité formelle à l'échelle locale, sans que l'État interfère. Beaucoup de sunnites arabes sont issus de tribus implantées dans les provinces du nord-ouest de l'Irak, qui ont eu le sentiment d'être mises à l'écart après l'invasion du pays sous la conduite des États-Unis et la chute du régime de Saddam Hussein, à dominante sunnite.

L'un des principaux objectifs des groupes sunnites est de conserver leur statut social et politique au niveau de l'État et dans la société. C'est pourquoi l'affaiblissement et la marginalisation de l'opposition sunnite ont en partie contribué à la mobilisation et au recrutement de combattants pour l'EI.

Les clivages tribaux

Bien que la Constitution de l'état irakien, ratifiée en 2005, repose sur des principes démocratiques, la légitimité de l'État est constamment remise en cause par l'auto-gouvernance des clivages communautaires.

Les systèmes coutumiers de règlement des conflits

L'ancien système de droit tribal en Irak consiste en un corpus souverain et indépendant de lois coutumières historiquement aux mains des tribus. La loi britannique de 1916 sur les litiges tribaux, adoptée en 1924 par le gouvernement du roi Fayçal, a marqué un premier pas vers la reconnaissance du droit tribal au 20^e siècle. Cette loi a permis le fonctionnement du droit tribal dans les campagnes irakiennes.

Des lois d'arbitrage ont été mises en place en 2018 dans le cadre d'une démarche de dialogue entre l'État et les tribus. Le ministère de la Justice en Irak a décidé de constituer une équipe d'arbitres tribaux visant à assurer la paix et la sécurité au sein des communautés dans toutes les provinces.

Un groupe de 47 chefs tribaux bénévoles, appelé *al-awaref*, a ainsi été désigné par le ministère de l'Intérieur pour résoudre les litiges et limiter leur expansion.

Les systèmes tribaux de règlement des conflits consistent en un ensemble de rituels de réconciliation. La réunion communautaire ou l'intervention diplomatique se déroule traditionnellement dans la maison du cheikh ou dans celle de la victime, en signe de bonne volonté. Le processus de règlement est appelé *sulha* en arabe. Les protagonistes conviennent alors d'une somme d'argent, ou *fasel*, en réparation de l'atteinte à l'honneur.

Les tribus en Irak ont une nature semi-autonome et suivent leur propre ensemble de lois coutumières et d'autres sous-identités. Les divisions tribales sont souvent utilisées pour justifier la politisation des dynamiques confessionnelles. Ce phénomène renforce en retour les représentations communautaires et confère aux groupes une place active dans la vie politique. Les chefs politiques et les groupes auto-gouvernés tentent d'amalgamer les systèmes de gouvernance traditionnels et modernes, ce qui rend la situation particulièrement complexe. Toutes les provinces chiïtes, sunnites et kurdes bénéficient d'un certain degré d'autonomie administrative sur leur territoire. Dans ce contexte, les loyautés préexistantes qui ont participé à la fixation des frontières locales, ont leur importance.

Différents facteurs tels que la proximité géographique de régions sunnites et chiïtes, les relations entre les tribus ou l'histoire commune ont une influence directe sur le rapprochement ou l'opposition entre les deux groupes confessionnels. Les réseaux tribaux jouent donc un rôle stabilisateur, avec des alliances mouvantes au gré des intérêts personnels. Ainsi, les tribus sunnites de Mossoul, dans le nord de l'Irak, rejettent l'influence iranienne tandis que celles de la région de Ramadi, dans le centre du pays, penchent pour un rapprochement avec les leaders locaux soutenus par l'Iran. En 2016, le chef des PMU Faleh al-Fayadh a révélé la présence de 40 000 à 50 000 combattants sunnites au sein d'une brigade officielle des PMU appelée «Tribal PMU». Cela démontre la capacité des tribus à jeter des ponts par-dessus le fossé confessionnel.

Il est important de garder à l'esprit que le système tribal occupe une place centrale

dans la société irakienne. Les précédentes tentatives de démantèlement des réseaux tribaux ont gravement déstabilisé le pays et augmenté le risque de conflit armé. Pour maintenir la stabilité sociale, le gouvernement irakien veille donc autant que possible à ce que les loyautés, les allégeances et les affaires tribales soient prises en compte.

Les enjeux internationaux

En janvier 2020 un drone américain a assassiné Qassem Soleimani, grande figure iranienne et commandant de la force al-Qods, une division du corps des Gardiens de la révolution islamique, ainsi que le chef d'état-major des PMU irakiennes. Le département de la Défense des États-Unis estimait en effet que Soleimani représentait une menace pour le personnel américain stationné en Irak et dans la région. D'autre part, l'Arabie saoudite, l'un des plus grands pays arabes sunnites, se dresse fermement contre le rôle concurrent de l'Iran dans la région. Cette guerre indirecte aggrave les tensions locales entre sunnites et chiïtes. À l'échelle régionale, des États voisins concurrents soutiennent politiquement et militairement différents rivaux internes.

Le conflit actuel opposant sunnites et chiïtes en Irak est marqué par la rivalité historique entre l'Iran et l'Irak, qui se reflète dans de nombreux récits entre Arabes et Perses. Leur lutte pour le pouvoir politique dans la région trouve son origine dans leur proximité géographique et leur histoire commune. Si les groupes chiïtes en Irak s'appuient sur leur identité nationale ou arabe, cela pourrait créer des tensions entre chiïtes qui iraient à l'encontre de la loyauté vis-à-vis de l'Iran. Un fossé pourrait ainsi se creuser en Irak entre une «vision chiïte arabe» et une «vision chiïte iranienne», tant au niveau local que national.

Les répercussions sur l'Iran de la politique étrangère menée par l'administration de Joe Biden sont, pour l'heure, difficiles à évaluer. Plusieurs scénarios sont possibles. Le résultat des négociations en cours à Vienne sur la révision du PAGC signé en 2015 jouera un rôle important.

La levée des sanctions ou, au contraire, l'imposition à l'Iran de nouvelles restrictions aura un impact direct sur ses partenaires régionaux, dont l'Irak. Du fait des pressions exercées par les sanctions, l'Iran dépend des ressources irakiennes, notamment les capitaux et l'accès aux frontières qui permet d'acheminer des biens de contrebande en Iran via l'Irak, le Liban et la Syrie. Cependant, contrairement à d'autres alliés du pays dans la région, les PMU sont un organe officiel de l'État placé sous l'autorité du Premier ministre en Irak. Cela leur confère une certaine légitimité et une certaine crédibilité au sein du gouvernement irakien, aux côtés des représentants sunnites (et autres). Le lien entre les PMU et l'État pourrait ainsi offrir à l'Irak un rôle puissant dans la désescalade des conflits au niveau national et régional, avec les réseaux des PMU comme interlocuteurs communs.

L'engagement pour la paix

La compréhension des dynamiques confessionnelles en Irak peut éclairer les efforts déployés pour relever les défis de la stabilité, de la paix, de la migration, de l'action humanitaire et du développement. Reconnaître ces dynamiques confessionnelles et leurs acteurs, comme nous venons de le

voir, aide à appréhender les grands enjeux locaux et nationaux et à contextualiser les initiatives de règlement des conflits. Ces efforts doivent tirer parti de la flexibilité des récits religieux pour surmonter les cliques confessionnels et favoriser le déve-

Le système tribal occupe une place centrale dans la société irakienne.

veloppement de mécanismes qui permettront de gérer les différends sans recourir à la violence. Pour cela, il faut dialoguer avec les différents acteurs et travailler à la mise en place de systèmes de gouvernance efficaces et inclusifs à l'échelle locale et nationale.

Les conflits peuvent engendrer des déplacements forcés de population. Parmi ces migrants, ce sont souvent les femmes et les enfants qui paient le plus lourd tribut. Alors que l'attention de la communauté internationale se focalise massivement sur la migration, la compréhension des récits confessionnels, des dynamiques tribales et des acteurs régionaux et internationaux peut aider à décrypter les facteurs associés aux mouvements de réfugiés et à l'aide humanitaire. Cela peut favoriser l'élaboration de solutions durables et la protection sociale des personnes déplacées. En outre, l'impact du conflit sur les infrastructures locales en Irak a aggravé ces dernières années la situation de l'eau, des terres et de l'environnement, détériorant ainsi l'accès aux services de base. Le développement est

nécessaire. Cependant, il y a peu ou pas d'incitation à l'investissement du secteur privé, étant donné le manque de financement et l'absence de responsabilité électorale et judiciaire. Des stratégies de localisation peuvent aider à remettre sur pied les infrastructures et à améliorer des services tels que la santé, l'éducation, le traitement de l'eau, la supplémentation nutritionnelle, l'assainissement et l'entretien des routes.

De façon générale, les autorités religieuses ont un poids politique et social qui peut faire pencher la balance en faveur d'un règlement du conflit en Irak. Il est donc nécessaire de nouer le dialogue avec les groupes d'inspiration religieuse, même si la tâche est épineuse. Pour assurer la paix et la stabilité, il est essentiel de construire une vision globale de l'Irak, en prenant en compte les niveaux et les sources de légitimité étatiques et non étatiques. Dans ce contexte, une réflexion sur le passé et les raisons pour lesquelles il continue de marquer le présent peut éclairer la voie à suivre.

Voir le [site thématique du CSS](#) pour en savoir plus sur la médiation et la promotion de la paix.

Mae Anna Chok est Program Officer au sein de l'équipe Mediation Support du Center for Security Studies (CSS) à l'ETH de Zürich.

Les **analyses de politique de sécurité** du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH de Zürich. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais.

Editeur: Julian Kamasa
Révision linguistique: Fabien Merz
Layout et graphiques: Miriam Dahinden-Ganzoni

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Plus d'éditions et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalysen

Parus précédemment:

Le nationalisme chrétien contemporain aux États-Unis No 288
COVID-19: l'Allemagne repense sa protection civile No 287
L'Europe et le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires No 286
Les nouvelles armes hypersoniques No 285
Tempête géostratégique sur l'océan Indien No 284
L'intersection du genre et de la religion dans les conflits No 283

© 2021 Center for Security Studies (CSS), ETH Zürich
ISSN: 2296-0228; DOI: 10.3929/ethz-b-000502870